



Ecrire avant le 9-11-18



APPEL URGENT Octobre 2018

Xinjiang

Région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR)
1.664.900 km² « Nouvelle frontière » originellement peuplée de Musulmans turcophones (Ex Turkestan oriental), est progressivement colonisée et annexée par le pouvoir central et l'ethnie majoritaire han

Peine de mort : oui
Torture : oui

Partie au PIDCP, la Chine Populaire a ratifié la Convention contre la torture de l'ONU, avec des réserves toutefois considérables.

Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l'adresse se trouve sur la lettre.

Affranchir à 0,79€ pour la Belgique et à 1,45€ pour l'international.

Campagne massive de « rééducation »

En novembre 2017 Bota Kussaiyn, étudiante kazakhe à Moscou, s'entretient pour la dernière fois avec son père via We Chat (messenger populaire en Chine). Leur famille, originaire de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), a déménagé au Kazakhstan en 2013. Mais quand le père retourne en Chine fin 2017 pour consulter un médecin, les autorités confisquent son passeport et l'envoient dans un « camp de rééducation ».

Objets de la **surveillance systématique** des autorités chinoises, tous ceux qui sont placés dans ces centres de « rééducation » subissent des traitements destinés à les « transformer », c.à.d. à leur faire abandonner religion et culture originelles. Privées du droit de contester leur placement (détention) arbitraire, un million de personnes sont ainsi détenues arbitrairement. Depuis un an, le gouvernement multiplierait les internements d'habitants du Xinjiang issus de groupes ethniques majoritairement musulmans. Il intensifie l'endoctrinement politique et l'assimilation culturelle forcée. Les familles des détenus sont rarement informées du sort de leurs proches.

Ces détentions-là participent, en effet, de la stratégie du gouvernement chinois (han) visant à anéantir la religion et à imposer l'acculturation, afin d'imposer la loyauté envers l'État et le Parti communiste chinois (lesquels invoquent la lutte contre le terrorisme et la sécurité nationale).

Surveillance intrusive et *Laogai*

Des contrôles incessants sont le lot quotidien des habitants du Xinjiang. Ils permettent notamment de fouiller les portables ou de vérifier l'identité par reconnaissance faciale. Les applications telles WeChat ou Whatsapp, strictement surveillées, conduisent également à la détention. Les camps 勞動改造 *láo dòng gǎi zào* (abréviation: *láo gǎi* –traduction : réforme par le travail) sont nommés, à tort, « camps de rééducation » (*láo jiào* 勞教). Des personnes issues de minorités y sont envoyées sans jugement, ni assistance.

Les réfractaires subissent insultes, coups, placement en isolement interminable. Les détenus sont à la merci de l'arbitraire des autorités qui déterminent quand une personne est « rééduquée ».

Une « disparition forcée » ?

En février 2017, Guligeina Tashimaimaiti étudiante ouïgoure à l'Universiti Teknologi de Kuala Lumpur, retourne chez elle à Yili (nord du Xinjiang). Elle apprend alors que son père a été arrêté et interrogé, parce qu'elle et sa sœur vivent à l'étranger. Elle doit fournir une copie de son passeport, de ses diplômes, ainsi qu'un échantillon de sang et d'ADN. Enfin elle est contrainte de s'engager, par écrit, à rentrer au Xinjiang, ses études terminées. Faute de quoi son père sera emprisonné.

De retour en Malaisie, Guligeina travaille nuit et jour. Sa famille, dit-elle, a besoin d'elle. Quand elle part retrouver les siens le 26 décembre dernier, elle assure ses amis de son retour prochain. Mais depuis, nulle nouvelle. Un voisin a émis l'hypothèse que la doctorante, dont les cours reprenaient le 18 février, avait été emmenée en « camp de rééducation », elle qui n'avait jamais exercé la moindre activité politique. Sa sœur indique, pour sa part, qu'il devenait de plus en plus ardu pour les deux jeunes filles de communiquer avec leurs parents et qu'elles étaient systématiquement bloquées sur les réseaux sociaux.

Internements



Ouïghours et ressortissants d'autres ethnies, dont les proches rentrent de l'étranger, sont régulièrement envoyés en « rééducation ». Depuis 2016, maints centres ont vu le jour au Xinjiang. Ceux qui y sont incarcérés sont tenus d'étudier la législation et la politique chinoises.

Voici qui expliquerait la disparition de la brillante universitaire et d'autres intellectuels: la volonté des autorités d'éradiquer un prétendu « séparatisme ». Et sur les « camps de rééducation » chinois, pèse encore et toujours la chape de plomb de l'omerta. (Amnesty International)